le peuple.VS

Numéro 223
Octobre 2025



© kritisches fotografiekollektiv

JAB CH-1950 Sion 1

LA POSTE

Flottille de la liberté 6

Initiative pour l'avenir 8

La Suisse n'avait pas connu pareille mobilisation depuis longtemps. Des rassemblements spontanés, des cortèges improvisés, des manifestations organisées dans tout le pays. Partout, des milliers de personnes se lèvent pour dénoncer le massacre à Gaza et la complicité silencieuse de la Suisse. Ces élans populaires font chaud au cœur dans un pays qui se veut neutre mais s'enfonce, chaque jour un peu plus, dans une inertie conservatrice.

Malgré la répression croissante et les intimidations policières, la rue se fait entendre. Tout le monde l'a entendue. Sauf peut-être nos dirigeants. Du Conseil fédéral au Parlement, c'est le silence. Un silence gênant, assourdissant. Et le portevoix de cette politique de lâcheté se nomme Ignazio Cassis. Ou « Ignazio le collabo » pour reprendre les mots de Carlo Sommaruga.

Suite en page 2

Edito



Suite de l'édito

Ni la reconnaissance de la Palestine, ni la moindre sanction contre un Etat accusé de crimes de guerre : notre pays s'est clairement rangé du côté des complices. Appeler cela « neutralité » est une insulte à l'histoire humanitaire de la Suisse. Car rester muet face à l'injustice, c'est choisir le camp du plus fort.

La collégialité, principe sacré de notre démocratie, ne saurait devenir un bouclier contre la responsabilité morale.

Mais le problème dépasse une seule personne. Il touche à la structure même du pouvoir fédéral. La collégialité, principe sacré de notre démocratie, ne saurait devenir un bouclier contre la responsabilité morale. Quand une politique commune entache la crédibilité humanitaire de la Suisse, chaque membre du Conseil fédéral doit choisir : la conscience ou la complaisance. Et soyons clair, cette politique consensuelle et molle a assez duré. Car oui, nos dirigeants aiment se réfugier derrière la bienséance, le consensus et le compromis. Mais ces vertus deviennent des lâchetés quand elles masquent l'indifférence. Peut-on vraiment continuer à parler de « prudence diplomatique » alors que des enfants meurent chaque jour sous les bombes ? Quelle est la valeur d'un débat cynique sur Infrarouge pendant qu'un peuple entier est privé de dignité et de terre ?



© kritisches fotografiekollektiv

Il est temps de rompre avec cette neutralité qui n'en est plus une. Il est temps que celles et ceux, au sein du gouvernement, qui ont encore un reste d'humanité, brisent le silence. Briser la collégialité, c'est aujourd'hui un acte de conscience, pas de trahison. Car demain, l'histoire jugera, et nul ne pourra dire : « Je ne savais pas. »

Pendant ce temps-là, la mobilisation, elle, ne faiblit pas. Ce 11 octobre, ils étaient plus de 10'000 personnes à Berne à occuper la rue sans autorisation. Parce que face à l'injustice, on ne quémande pas le droit de crier. Le droit de manifester n'est pas négociable ; il s'impose comme un souffle de dignité. Et face à une répression toujours plus extrême, la rue s'organise et se défend avec une détermination remarquable. Si nos gouvernants complices préfèrent l'oubli, l'Histoire, elle, retiendra celles et ceux qui ont tenu bon, qui ont défendu leurs idéaux malgré la répression acharnée des autorités. Une répression documentée et dénoncée par Amnesty International.

Parce que face à l'injustice, on ne quémande pas le droit de crier. Le droit de manifester n'est pas négociable ; il s'impose comme un souffle de dignité.

Tandis que la Ville de Sion cherche à faire taire la rue, il est plus que jamais crucial de tenir bon et de se rappeler l'essence même de nos combats. Ces paroles entendues lors d'un des nombreux rassemblements en Suisse romande résonnent aujourd'hui avec une intensité féroce :

La libération, elle ne tombera jamais du ciel, elle doit s'arracher, elle exige un pas de plus, elle exige un sacrifice de plus et un acte de plus. Et cette lutte, elle commence ici. C'est dans nos rue qu'on doit briser la complicité de nos gouvernements. C'est ici même qu'on doit agir. Et soyons clair, face à un génocide des marches symboliques ne suffisent pas. Face à une idéologie coloniale et au sionisme, les mots seuls ne suffisent pas. Face à la traîtrise des classes politiques, voter ne suffira pas. La résistance palestinienne a déjà choisi la voix de la dignité. [...] Quand il faudra désobéir, que répondrons-nous ? Résistance ! Quand il faudra risquer un peu de notre confort, que répondrons nous ? Résistance ! Alors oui camarades, unissons pour faire tomber ce système, unissons pour faire tomber cette idéologie suprémaciste.

Yoann Bodrito, rédacteur en chef

Le F-35 et l'économie comportementale



Pour comprendre certaines décisions politiques, il faut parfois comprendre les théories économiques derrière elles. Et parfois, un peu de psychologie en plus ne fait pas de mal. En suivant le dossier des F-35 depuis le début, je me suis récemment souvenu d'une théorie d'économie comportementale entendue sur les bancs de l'université, qui me semble apporter un éclairage pertinent au fiasco que l'on vit avec ces avions depuis le début.

La population suisse a dit oui du bout des lèvres à l'acquisition du F-35 pour 6 milliards de francs. Mais cet achat pourrait coûter plus : un surcoût de 0,65 à 1,3 milliard de francs. Le fiasco suisse du F-35 n'est pas isolé : en termes de retards de livraison, aucun F-35 n'a été livré dans les délais l'année dernière. Un audit américain indiquait récemment que « le programme du F-35 cumule les retards de production, les surcoûts et les problèmes de qualité ».

Le modèle commandé par Berne ne sera définitivement disponible qu'en 2031, alors que le Conseil fédéral prétend que les premiers appareils seront livrés en 2027. Tous les signes montrent que nous nous dirigeons vers une situation de plus en plus grave. Comment expliquer la persistance de nos autorités dans ce projet ?

Les coûts

Un projet d'une telle ampleur a des coûts correspondants, cela va de soi. Et les considérations ne sauraient s'arrêter uniquement aux aspects purement financiers : ce contrat nous « rapproche » du pays de Trump et de ses droits de douane exorbitants (non pas que cette stratégie soit la meilleure, cela va de soi).

Les affaires compensatoires jouent également un rôle : en contrepartie de l'achat d'avions et de ses conséquences (comme l'augmentation du bruit dans les régions concernées), le fournisseur s'engage à coopérer avec des entreprises et instituts suisses pour compenser l'achat en créant de l'activité économique dans le pays acheteur.

Et certains coûts sont déjà engagés : la Suisse a déjà versé 870 millions de francs aux Etats-Unis à la mi -2025.

Les coûts irrécupérables

Mais dans la grande famille des coûts (économiques ou non) liés à de tels projets, il en est qui méritent notre intérêt : les coûts irrécupérables (« *sunk costs* » en anglais), une notion d'économie comportementale. Ils désignent les coûts déjà dépensés ou engagés dans un projet, qu'on ne pourra plus jamais récupérer. Aucune décision relative au projet concerné ne change cet état de fait.

Ces coûts irrécupérables ont la fâcheuse tendance à influencer démesurément les prises de décision. « Puisque j'ai déjà investi X, autant continuer. » Et on regarde moins les conséquences négatives potentielles, aux coûts potentiels largement supérieurs. L'argument ressort d'ailleurs régulièrement autour de certains objets politiques : « le gouvernement a tellement travaillé sur le projet », certes. Mais le projet est mauvais, peu importe les heures passées dessus, que personne ne récupérera jamais.



Dans le dossier F-35, les coûts irrécupérables sont multiples (rien que ces 870 millions déjà versés). Mais entre le vote particulièrement timide de 2021 et aujourd'hui, il y a un monde. Les Etats-Unis de Trump n'ont désormais rien d'un partenaire fiable. L'Europe constitue notre meilleur avenir politique et économique. La situation sécuritaire globale a également largement évolué.

Dans ce nouveau contexte, plutôt que de persister aveuglément dans l'achat d'un avion surdimensionné et aux très nombreux problèmes, d'autres options seraient envisageables. Il faudrait juste retirer de l'équation ces coûts irrécupérables, et envisager le reste avec sérieux. Les coûts finaux (financiers, mais pas que) pourraient être drastiquement réduits.

Clément Borgeaud, président du PSVR



NON aux coupes budgétaires dans la formation et la recherche

Le Conseil fédéral veut effectuer des coupes budgétaires dans la formation et la recherche. Les syndicats étudiants et du corps académique refusent une précarisation de leurs conditions.

Les mesures d'allégements budgétaires 2027 du Conseil fédéral sacrifieront les prochaines générations d'étudiant·es, de chercheur·ses, d'enseignant·es et de tous·tes professionnel·les issus d'une formation tertiaire. En effet, c'est d'abord aux taxes d'études que le gouvernement souhaite s'attaquer, rendant l'accès à la formation supérieure davantage inégalitaire et exclusif. Les ordres de grandeur sont les suivants : leur projet risque de doubler les taxes pour les étudiant·es « indigènes » et les quadrupler pour celles et ceux qui viennent « de l'étranger »[1]. Cette mesure profondément antisociale est une atteinte au droit à l'éducation, fondamental dans une société démocratique.



Les institutions seront aussi lourdement impactées et, avec elles, toutes les professions affiliées. Dans les universités de notre pays, la recherche est grandement financée par le Fond national suisse (FNS) qui soutient de nombreux projets de recherches. En voulant diminuer la subvention fédérale au FNS de 10 %, le gouvernement sacrifierait 700 projets de recherche et affaiblirait « considérablement la place scientifique suisse et la qualité de la recherche helvétique »[2], ce qui correspond à plus de 2000 postes[3] ! En outre, certaines contributions actuelles permettant de financer des projets en matière d'égalité, de durabilité, de numérisation et d'encouragement à la relève académique seront supprimées.

Afin de faire pression sur les instances fédérales, notamment le parlement qui se prononcera bientôt sur ces coupes, une manifestation a eu lieu dans toutes les grandes villes de Suisse ce mercredi 1er octobre. A Berne, plus de 2000 personnes se sont mobilisées à l'appel de l'Union des étudiant·es de Suisse (UNES) et une pétition a été déposée à la chancellerie fédérale avec 37'000 signatures. Le soir même, la coprésidente de l'UNES et conseillère générale à Laténa (PS/NE), Sophie Wang, a débattu à Forum avec Pascal Broulis (PLR/VD). Si pour ce dernier il n'est pas choquant que les taxes d'études soient augmentées, car ce ne serait qu'« une participation à la formation » et que « chacun [doit pouvoir] participer et faire son effort », notre camarade Sophie Wang rappelle que les étudiant·es sont déjà très précarisés et que ces mesures seraient une « attaque directe à l'égalité des chances »[4].

En voulant diminuer la subvention fédérale au FNS de 10 %, le gouvernement sacrifierait 700 projets de recherche et affaiblirait « considérablement la place scientifique suisse et la qualité de la recherche helvétique ».

Il est donc nécessaire de ne pas laisser ces coupes budgétaires être appliquées, d'autant plus que ce projet d'allégement budgétaire, que nous pouvons qualifier d'austère, concerne aussi le domaine social, l'intégration des étrangers, le soutien aux médias, la politique climatique, les transports, la santé… hormis l'armée. La solidarité doit donc être de mise entre les différents secteurs afin de réussir à contrecarrer ces mesures fédérales qui continueront à creuser les inégalités sociales et impacteront lourdement des secteurs essentiels au vivre ensemble.

Alexandre Bochatay

1 Syndicat des services publics (SSP), *Communiqué de fin septembre 2025,* consulté en ligne le 9 octobre 2025.

2 Fond national suisse (FNS), *Communiqué du 17 septembre 2025,* consulté en ligne le 9 octobre 2025.

3 SSP, *op. cit.*

4 Radio Télévision Suisse (RTS), *Forum « Coupes budgétaires : doubler les taxes pour les étudiants suisses ? Débat entre Pascal Broulis et Sophie Wang » du 1er octobre 2025,* consulté le 7 octobre 2025.

Tribune libre

Ces stations qui ne logent pas les travailleur·euses



Le 6 juillet 2025, les citoyen·nes de Zermatt ont refusé en votation la construction de 70 logements prévu pour la location sur le toit de la gare.

Le projet, estimé à 30 millions de francs et porté par BVZ Holding AG – la société propriétaire du Gornergrat Bahn – visait à créer des logements dans une station touristique durement touchée par la pénurie. Un rejet analysé en détail par le journal *Walliser Bote,* qui évoque un climat de méfiance envers le promoteur et un sentiment d'inégalité face à la gestion des zones à bâtir. Quoiqu'il en soit, derrière l'image d'une station prisée, Zermatt révèle ses contradictions : attirer toujours plus les touristes sans loger ses travailleurs.

Contestation dans le val de Bagnes aussi

Zermatt n'est pas un cas isolé. Dans la commune de Val de Bagnes (Verbier), le quartier de Curala, au cœur du Châble, fait également l'objet de contestations. Présenté en octobre 2022 comme un projet phare de 200 millions de francs, associant 64 logements, 700 lits touristiques et de vastes surfaces commerciales, Curala se veut exemplaire en matière d'urbanisme durable. Pourtant, en août 2023, une pétition citoyenne demandait au Conseil communal de renoncer et de repartir à zéro. A l'origine de cette mobilisation : le sentiment que cette opération sert principalement des intérêts privés et financiers, au détriment des besoins des habitants.

L'intérêt public relégué au second plan

Dans ces deux cas, le même blocage se répète. Alors que le manque de logements est reconnu, les projets censés y répondre n'intègrent pas suffisamment l'intérêt public. Les doutes se multiplient : à qui vont réellement profiter ces appartements ? Où sont les garanties d'accessibilité pour les résidents permanents, en particulier les jeunes, familles ou travailleurs saisonniers ? Ni à Zermatt, ni à Bagnes, le logement d'utilité publique à loyers encadrés n'a été placé au centre des projets. Or, cette modalité aurait à coup sûr favorisé un consensus plus large, en renforçant les avantages des nouvelles constructions pour la population.

Les saisonniers dorment dans des bus ou se font plumer par des loyers abusifs. Les jeunes quittent leur vallée.

Le contexte démographique rend ces blocages de plus en plus préoccupants. Le Valais, confronté à une forte croissance démographique, est en situation de pénurie de logements depuis 2024, avec un taux de vacance inférieur à 1,5 %. Dans les stations touristiques, la situation est bien plus critique : moins de 0,5 % de logements vacants à Zermatt, Täsch et Randa ; à Bagnes, moins de 1 %. Ce marché très tendu n'est pas sans conséquences. Les saisonniers dorment dans des bus ou se font plumer par des loyers abusifs. Les jeunes quittent leur vallée.



Une flambée des prix sans réponse politique

Face à cette situation, le Conseil d'Etat valaisan ne prend toujours aucune mesure concrète. Il n'a pas instauré la formule officielle, un outil simple qui protège les nouveaux locataires contre les hausses abusives en imposant la transparence sur l'ancien loyer. Ce non-choix illustre le désintérêt que porte l'autorité cantonale face à la problématique du logement, avec comme conséquence des loyers qui flambent. Depuis 2000, ceux-ci ont bondi de 47 % en Valais, contre seulement 13 % pour l'indice des prix à la consommation – une hausse record à l'échelle nationale. Dans un tel contexte, l'inaction du canton ne peut être justifiée. Le Conseil d'Etat dispose de leviers clairs : instaurer la formule officielle et soutenir activement le logement d'utilité publique. Ce qui manque aujourd'hui ce ne sont donc pas des solutions, c'est une véritable volonté politique.

Florian Chappot, député



Flottille de la liberté, la solidarité internationaliste

Impossible d'y avoir échappé à moins de vivre dans une grotte. Ces derniers jours des mobilisations ont émergé un peu partout en Europe suite à l'arrestation totalement illégale des flottilles pour la liberté à quelques km de Gaza.

Ils étaient deux millions en Italie à rejoindre le mouvement de grève générale lancé par les syndicats. Blocage de gare, d'autoroute, d'aéroport, de port et d'entreprises complices du génocide à Gaza. Ailleurs en Europe, les foules étaient également massives. En Suisse de nombreuses villes ont été le théâtre de mouvement de protestation suite à l'arrestation illégale de flottille. Sion en faisait partie puisque le jeudi 2 octobre, plus de 200 personnes ont marché à travers la ville pour s'opposer à cette entrave à l'aide humanitaire et également pour dénoncer les crimes de l'occupant israélien. Si le nombre d'activistes présents sur les bateaux de la Waves of Freedom Switzerland étaient aux alentours de 400 provenant de plus de 40 pays, ils étaient également nombreux à avoir rejoint différentes villes portuaires afin d'entamer la formation pour embarquer direction Gaza. Pour différentes raisons, tout le monde n'a pas pris le large. Parmi ces personnes ayant participé aux prémices du grand voyage se trouvait Barbera Lanthemann, ancienne rédactrice en cheffe du Peuple.VS et du PSVr, syndicaliste et militante. De retour en Suisse, elle nous a raconté l'expérience de ces semaines riches en solidarité.

Mi-août, le Valais ronronne doucement avant la reprise. Je vaque à mes occupations de secrétaire syndicale, je rencontre des membres et prépare les actions à mettre en œuvre dès cet automne.



Une information à la radio attire mon attention. WOFA, Waves of Freedom Switzerland lance un appel à volontaires pour rejoindre la flottille de la Global SUMUD qui doit se rendre à Gaza en septembre. Il s'agit de briser le blocus illégal mis en place par le gouvernement colonialiste israélien en territoire palestinien.

En 2025, le docteur Hicham El Ghaoui a fondé WOFA, une organisation citoyenne engagée dans la défense des droits humains, la solidarité internationale et l'action non violente.

A partir de cet instant, je ne pense plus qu'à ça. Après un temps de mûre réflexion, je m'inscris sur la liste des volontaires. Le processus de sélection est ardu, WOFA met en place un recrutement fondé sur des valeurs essentielles et choisit les particpant·es avec soin et moult conditions. Je fais partie des personnes sélectionnées, à mon plus grand bonheur. Le départ de la flottille est prévu le 4 septembre, fin de mission aux alentours du 26. Je pose un mois de congé sans solde, je prépare mes bagages minimalistes, j'atterris à Catania, en Sicile, le 31 août.

Nous sommes nombreuses et nombreux sur le site à participer aux sessions d'information, de mise en condition et de préparation à la mission. En plus de la délégation suisse de WOFA, d'autres délégations sous pavillon de la Global Sumud flotilla sont présents en Sicile. Tous les aspects sont évoqués.

L'aspect légal et juridique : cette action est parfaitement légale en matière de droit international, le blocus des sionistes ne l'est au contraire absolument pas. Toute arrestation en eaux internationales constitue un crime, nous sommes conscient·es que nous n'échapperons probablement pas à cette option. Le gouvernement israélien se fout du droit, c'est bien connu. Pourquoi épargneraient-ils une cohorte de volontaires en mission humanitaire si jour après jour, ils bombardent, affament et assassinent des milliers de civils en Palestine occupée ?

L'aspect sécuritaire : la mission se fonde sur une valeur essentielle, la non-violence. Ne serait-ce déjà que pour se protéger au mieux des forces d'occupation qui ne manqueraient pas d'user de violence pour un regard appuyé, un mot de trop, un geste brusque. Nous sommes mis en condition d'une arrestation, avec ce que cela comporte en termes de risques, de violence physique et psychologique. L'arrestation sera suivie d'un emprisonnement, d'autres l'ont vécu avant nous. Il faudra tenir le choc, physiquement et moralement. La détention peut durer plusieurs jours.

Ils reproduisent finalement le comportement des tortionnaires de leurs aïeux, trainant les prisonniers au sol, les tirant par les cheveux, les humiliant et les insultant, les privant d'eau, de toilettes, et j'en passe.

Le départ de la flottille est reporté plusieurs fois. Plus le temps avance, plus je crains que ma participation à cette aventure humanitaire ne soit compromise. Un premier départ le 11 septembre, auquel je participe, se solde par un retour au port. Je dois dès lors renoncer, je ne serai pas de retour à temps… Je reste à Catania jusqu'au 13 septembre, date à laquelle les bateaux quitteront le port d'Augusta pour se rendre plus au sud de la Sicile. Là, ils attendront les bateaux venant de Tunis. Le 19 septembre, enfin, la flottille lève les voiles pour Gaza.

Dans la nuit du 30 septembre et jusque dans la matinée du 1er octobre, les forces israéliennes intercepteront un à un tous les voiliers de la flottille. Après les avoir, en mer, attaqué avec des drones, larguant des bombes assourdissantes, aspergeant les participants avec des produits chimique et piratant les radios pour diffuser du… ABBA pendant une partie de la nuit.

Le retour en Valais est difficile. Suivant les informations au fur et à mesure que la mission progressait, il m'est insupportable de savoir mes camarades en danger, soumis à une pression psychologique et à une violence physique sans limite. Et, surtout, comment comprendre le comportement de nos dirigeants, en Suisse et en Europe, face à ce déferlement de haine en Palestine, où les bombardements redoublent encore d'intensité, où l'aide humanitaire reste encore et toujours bloquée aux frontières, où on assassine le personnel soignant sans la moindre hésitation, au vu et au su du monde entier ?

Les manifestations de soutien au peuple palestinien et à la flottille, en Suisse et ailleurs, agissent comme un baume au cœur. Savoir aujourd'hui certains camarades à nouveau en sécurité me console un peu. A l'heure où j'écris ces lignes, toutefois, certains volontaires se trouvent encore en détention, parmi eux des camarades rencontrés à Catania. Des personnes admirables et tellement attachantes.



Je ressens un torrent de colère en moi, une de plus, comme si l'Etna qui surplombe la ville de Catania m'avait transmis du magma qui crépite jour après jour. J'entends le témoignage d'un participant qui relate le traitement inhumain, et d'une violence inouïe, qui a été infligé à la jeune Greta Thunberg. Ils n'ont décidément aucun respect, aucune limite, aucune morale. Ils reproduisent finalement le comportement des tortionnaires de leurs aïeux, trainant les prisonniers au sol, les tirant par les cheveux, les humiliant et les insultant, les privant d'eau, de toilettes, et j'en passe.

Des volontaires qui s'étaient engagés pour porter secours à des civils. Avec dans les cales des voiliers de la poudre de lait, des pompes à eau et des médicaments.

Je ne sais pas si je leur pardonnerai un jour.

Barbara Lanthemann, octobre 2025



Pour un avenir juste : taxer les ultra-riches pour financer la transition écologique

Le 30 novembre prochain, la Suisse votera sur notre initiative « pour l'avenir ».
Son message est clair : les ultra-riches héritent de milliards, nous héritons des crises.

Face à l'urgence climatique et sociale, il est temps d'exiger que celles et ceux qui ont le plus contribué à la catastrophe climatique paient enfin leur part.

Faire payer les responsables de la crise climatique

Les conséquences de la crise climatique se font déjà sentir, ici, en Valais : canicules, glissements de terrain, inondations. Les récentes intempéries à Sierre et l'effondrement du glacier sur Blatten ont rappelé que l'inaction politique face au changement climatique a un coût.

En Suisse, le 1 % le plus riche émet 22 fois plus de CO_2 par personne que les 50 % les plus modestes. Pendant que la majorité baisse le chauffage et renonce à quelques trajets en voiture, une minorité survole le pays en jet privé et investit dans les énergies fossiles. A tel point que le 0,1 % des plus riches émettent, via leurs investissements financiers, plus que des cantons entiers ! C'est complètement disproportionné, et c'est pourtant l'initiative de la JS que la droite accuse d'extrémisme.



L'initiative rappelle simplement que les enjeux climatiques ne relèvent pas uniquement de notre « style de vie » individuel, mais appellent des mesures politiques fortes face au pouvoir économique et politique de la classe capitaliste.

Une mesure juste et nécessaire

L'initiative pour l'avenir propose d'instaurer un impôt de 50 % sur les héritages dépassant 50 millions de francs. Seules 2500 personnes seraient concernées, soit moins de 0,03 % de la population suisse. Cette taxe rapporterait environ 6 milliards de francs par an, permettant ainsi de financer la transition écologique.

Ce n'est pas une attaque contre la classe moyenne comme le prétend la droite, mais un moyen de corriger une injustice flagrante. En Suisse, le 1 % le plus riche possède 45 % des richesses, tandis que 62 % de la population se partage à peine 3 %. Aucun effort individuel ne justifie de recevoir plus de 50 millions de francs, alors que des milliers de travailleur·euses peinent à payer leur loyer et leur assurance-maladie.

Investir dans le logement et les services publics

Les inégalités de fortune nourrissent aussi la crise du logement. La spéculation immobilière, encouragée par la concentration des richesses, pousse les loyers à des niveaux insoutenables. L'initiative permettrait de financer des logements écologiques et abordables, sans que les rénovations dites « vertes » servent de prétexte à des hausses de loyers.

De même, elle renforcerait les services publics, aujourd'hui fragilisés par des décennies de néolibéralisme. L'argent collecté permettrait de redonner des moyens à nos hôpitaux, nos écoles et nos transports publics : autant de piliers d'une société juste, solidaire et durable.

Construire l'avenir ensemble

L'initiative pour l'avenir n'est pas seulement une réforme fiscale : c'est un choix de société. Un choix entre l'accumulation sans fin d'une minorité et notre survie sur cette planète.

Le 30 novembre, votons OUI à l'initiative pour l'avenir, pour une Suisse qui investit dans la justice sociale, la transition écologique et l'avenir de toutes et tous – pas dans les privilèges de quelques-un·es.

PS : Les JSVR vous donnent rendez-vous le 31 octobre à 19 h 30 à l'Archipel à Sion pour une table ronde « Après Sierre et Blatten : comment s'organiser face aux catastrophes naturelles ? » avec Willy Geiger (ancien sous-directeur de l'office fédéral de l'environnement) et Valentine Python (climatologue et ancienne conseillère nationale).

Elisa Moret

A qui profite la prime ?



Sous ce titre accrocheur, vous l'aurez compris, je vais pousser un coup de gueule. Chaque année, le mois de septembre, en contraste avec les couleurs chaudes de l'automne qui ravivent la nature, voit une douche froide s'abattre sur les ménages de notre belle Helvétie.

Le couperet tombe : les primes maladie augmentent encore et encore et encore.

Deux camps s'affrontent alors:
- D'un côté, ceux qui pensent que la santé est un marché qui obéit à la logique économique, libérale, et qui, par conséquent, doit générer du profit.
- De l'autre, ceux qui pensent que la santé est un bien inestimable, qui doit être accessible à tous, sans distinction, et qui ne répond pas à la logique de marché.

Le premier camp pousse des cris d'orfraie, vilipendant les ministres de la santé, en général tous des « gauchistes ». Par exemple, un éminent libéral valaisan y va de front face au ministre valaisan de la Santé, emboîté en cela par les nationaux-conservateurs de l'UDC, reprochant une politique socialiste dans la santé valaisanne, qui ne fait qu'entraîner une hausse des coûts, alors que M. Reynard est l'unique représentant de gauche au gouvernement (sur 5) et que le parlement valaisan est clairement dominé par le camp bourgeois (97 sur 130) face à la gauche socialiste (20 sur 130). Ce canton pratique une politique qui, aux yeux de ces détracteurs, fleure bon l'Union soviétique … C'est évident !

Ajoutez également à cela, toujours dans la logique de marché, les propositions de réformes dans la santé des milieux libéraux : la création d'une assurance budget pour les petits revenus – mais budget ne signifie pas seulement moins cher, elle signifie aussi moins de prestations. L'augmentation de la franchise de base. Une taxe à l'utilisation des urgences de l'hôpital. Etc. Etc. Etc.

La santé est un état aléatoire pour tout un chacun. Mais ne peuvent être malades que ceux qui en ont les moyens !

Pendant ce temps, ces mêmes représentants sont grassement rémunérés par le lobby financier de la santé, bombardés consultants dans des groupes de réflexion ou membres de conseils d'administration.

Et puis sortent d'autres étranges animaux du bois, comme le PDG de Novartis qui, malgré toutes les études et comparaisons, arrive à affirmer que les Suisses sont ceux qui payent les médicaments encore trop bon marché en comparaison avec les pays développés … Et qu'il faut donc les augmenter encore. Mais de qui se moque-t-on ?!

Ce monsieur, dont l'entreprise fait l'indécent bénéfice net de 12 milliards de francs en 2024, en progression de 39 % par rapport à 2023, n'a d'yeux que pour son confortable siège doré et pour engraisser ses oisifs actionnaires qui lui donneront d'autant plus volontiers une rallonge de salaire l'année prochaine, car il faut le dire : 16,2 millions de francs de salaire, c'est quand même assez peu …



Et dans tout cela, que reste-t-il ? Les assurés, accusés d'être inconscients de se rendre si souvent chez le médecin. Qui ont l'outrecuidance même de tomber malades, alors qu'on ne leur demande que de payer et de se taire … Dindons de la farce bien malgré eux. Vaches à lait, diront d'autres.

Il est temps de rappeler une vérité simple : la santé n'est pas une marchandise.

Tant que nous laisserons les actionnaires et les lobbys dicter leur loi, nous continuerons de payer toujours plus pour soigner toujours moins. Alors, la seule réponse crédible, c'est une réforme profonde : une caisse publique unique, des prix encadrés pour les médicaments, voire une nationalisation de ce secteur industriel et une politique de santé qui place l'humain avant le profit. La santé appartient à tous, pas aux marchés financiers !

Valentin Aymon

Sion : la liberté de manifester existe-t-elle vraiment ?

La démocratie et la liberté d'expression tanguent en Valais. Ce qui semblait être une plaisanterie n'en est pas une. La Ville de Sion a décidé unilatéralement de ne pas autoriser, purement et simplement, une manifestation en soutien au peuple palestinien, en proie à un génocide.

Le Collectif Valais Palestine (CVP) avait pourtant pris soin de déposer sa demande plusieurs mois à l'avance, en fournissant toutes les garanties nécessaires en matière de sécurité. Malgré cela, le 15 septembre, la ville de Sion annonçait son refus d'autoriser la manifestation prévue pour le 1er novembre. Le motif invoqué ? L'incapacité de la Police régionale des Villes du centre à assurer la sécurité publique. Une justification qui étonne – voire inquiète – dans un pays comme la Suisse. Cette prétendue impossibilité de garantir la sécurité publique ne cacherait-elle pas, en réalité, une certaine forme de lâcheté ou juste une excuse pour écarter des militant·es qui dérangent ? On ne sait pas.



Ce qui est sûr en revanche, c'est que le collectif n'a pas souhaité en rester là puisqu'il a immédiatement demandé une reconsidération de la décision en apportant d'autres éléments et des garanties de sécurité. Si aucune réponse n'a encore été communiquée à l'heure où ces lignes sont écrites, le municipal en charge de la sécurité s'est exprimé lors du plénum du Conseil général de la Ville de Sion le 7 octobre. Faisant face à plusieurs questions émanant des groupes socialistes, vert·es et PLR, Cyril Fauchère (UDC) a évoqué une contre-manifestation organisée en parallèle à la marche de soutien à Israël en septembre 2024. Dans les faits, quelques dizaines de personnes avaient spontanément et pacifiquement réagi dans les rues de la capitale valaisanne à la vue du cortège sioniste. Aucun débordement n'avait été signalé.

Contacté, un membre du CVP témoigne : « Lors du plénum du 7 octobre, 2 participant·es du collectif ont pris part à la séance en tant que citoyen comme la loi le permet. Ils ont été fouillés de manière agressive par 2 policiers qui ont dans un premier temps tenté de les empêcher d'assister au plénum. Porter un keffieh semble aujourd'hui une justification à une répression abusive. » Et de poursuivre : « Lors des réponses aux questions des conseillers généraux, M. Fauchère a osé déclarer : *Personne n'a contesté le droit de manifester, (...) le conseil municipal a simplement le courage d'interdire la manifestation.* Une formule qui interroge tant l'incompréhension règne. »

Comble de l'ironie, la médiatisation de cette affaire a trouvé un large écho en Suisse romande. De nombreux militant·es à travers le pays ont exprimé leur soutien à leurs camarades, allant jusqu'à appeler à un rassemblement à Sion le 1er novembre. Ce qui devait être une manifestation locale, autorisée et encadrée, risque désormais de se transformer en un cortège plus spontané, voire sauvage – une perspective peu rassurante pour les autorités.

La manifestation spontanée à travers les rues de Sion le 2 octobre dernier qui s'était soldée par une marche pacifique de 250 personnes sans aucun incident n'aura pas convaincu les autorités à un peu plus de nuance dans leur approche.

Ce qui devait être une manifestation locale, autorisée et encadrée, risque désormais de se transformer en un cortège plus spontané, voire sauvage.

Le Collectif Valais Palestine conclut ainsi : « Nous appelons le conseil municipal à adopter des décisions en phase avec sa prétendue volonté d'assurer la sécurité à Sion et à nous soutenir dans notre volonté d'organiser une marche pacifique. Par ailleurs, nous tenons à souligner que le conseil municipal et la police, par le caractère autoritaire et antidémocratique de leurs décisions, se rendent responsables de la suite des évènements. »

Propos recueillis par la rédaction

Stop aux démantèlements: façonnons ensemble le monde du travail



Que notre mobilisation aujourd'hui est belle, forte et motivante pour la suite des combats qui nous attendent!

Vous le savez, syndicom se tient aux côtés des travailleuses et travailleurs pour défendre des conditions de travail dignes et justes. Nous avons à cœur de lutter pour nos membres et pour que le monde du travail dans lequel ils et elles évoluent n'aille pas que dans le seul sens des intérêts patronaux.

Nous défendons trois secteurs qui sont aussi les piliers du service public et qui sont pourtant attaqués, affaiblis, grignotés par une logique marchande qui met le profit avant l'intérêt collectif.

Dans les médias, la concentration des groupes, la suppression des rédactions locales, la précarisation des journalistes. Ce sont nos voix, nos réalités régionales, notre pluralité démocratique qui s'éteignent petit à petit.

Dans les télécommunications, la logique est la même: les centres d'appels sont délocalisés, les emplois rétribués dignement quittent la Suisse, et derrière les slogans de «digitalisation» ou de «modernisation», on cache surtout des licenciements. On supprime des postes ici pour exploiter ailleurs, et on fait payer le prix fort à la qualité du service et à la proximité avec les usager·ères.

A la Poste aussi, symbole même du lien social, on ferme des offices, on externalise des tâches, on pousse à bout les employé·es. On remplace la présence humaine par des guichets automatiques. On parle d'efficacité, mais quelle efficacité peut justifier que des villages entiers se retrouvent sans service postal digne de ce nom? Sans compter les nouvelles propositions qui fleurissent au national sur une distribution du courrier qui ne se ferait pas tous les jours.

Ces choix politiques et économiques ne sont pas neutres. Ils sapent le modèle suisse du service public, celui qui garantit l'accès égalitaire à l'information, à la communication et aux services essentiels.

Derrière chaque fermeture, chaque délocalisation, chaque «réorganisation», il y a des personnes. Des collègues qui perdent leur emploi, des familles déstabilisées, des régions qui s'appauvrissent. Et surtout, un tissu social qui se défait.

Nous disons: stop à cette logique absurde! Stop à cette politique de démantèlement déguisée en innovation!

Nous exigeons des investissements à la hauteur des défis, un engagement clair pour maintenir des emplois ici un accès égalitaire à tout ce qui constitue une société soudée, démocratique, solide face à l'avenir où chacun et chacune vit dignement de son travail sans y être oppressé, dévalué, brimé. On nous répondra que nous ne voulons pas voir les réalités économiques, que l'on doit revenir à la raison mais jamais aucun réel progrès n'est venu de l'austérité.



Votre présence ici démontre que nous sommes nombreux et nombreuses à partager cette vision d'union et de solidarité. L'avenir se construit ensemble afin de récolter les rétributions justes de nos efforts.

Alors, ensemble, continuons à nous battre au service du bien commun et non des actionnaires.

Pour que demain, chaque travailleuse, chaque travailleur de ce pays puisse encore dire:
Je compte. Ma voix compte. On compte sur nous.

Elisabeth Di Blasi,
secrétaire régionale syndicom

le peuple.VS

Abonne-toi ou souscris un abonnement supplémentaire à Fr. 5.- ici

53 %

C'est le pourcentage de personnes soutenant l'initiative de l'UDC pour une redevance à CHF 200.- selon un sondage de Tamedia. Même si la ligne éditoriale de la RTS peut parfois sembler ambiguë, il est important de se rappeler ce que signifie vivre dans un paysage médiatique dominé par des chaînes de télévision appartenant à des milliardaires. En France, l'empire Bolloré illustre bien comment ce type de concentration des médias peut ouvrir la voie au fascisme.

La citation du mois



Plutôt qu'un vengeur masqué qui tire à boulet rouge, ce mois-ci, Le Peuple.VS vous propose une citation lue ou entendue quelque part sur le net. Une citation qui explique beaucoup de choses sur le fonctionnement de notre mode de pensée.

« L'aversion à la perte est un biais cognitif bien documenté. Ce qui est généralement admis c'est que les humains commencent à accepter un risque de perte quand le gain possible en contrepartie est deux fois supérieur à la perte encourue. Ça explique pourquoi le discours sur les risques écologiques a du mal à s'imposer. Les risques de perte sont assez certains pour les gens et plutôt immédiats alors que les gains semblent incertains et lointains. »

Mercredi 5 novembre
8 h 00 - 18 h 00
Assemblée générale du PS 60+

Samedi 8 novembre
16 h 00 - 19 h 00
Congrès du PSVR

Mardi 9 décembre
18 h 30 - 20 h 30
Comité directeur

PS Parti socialiste du Valais romand

Le peuple.vs est produit par une rédaction composée de militant·e·s. La rédaction est ouverte à chaque membre du PSVr. Nous accueillons volontiers vos textes à l'adresse: redaction@le-peuplevs.ch (max. 1700 caractères).

Impressum

Mensuel
14e année

Site internet : www.lepeuplevs.com

Rédaction : Yoann Bodrito
redaction@le-peuplevs.ch

Abonnement : annuel CHF 95.–
de soutien CHF 130.–
supplémentaire CHF 5.–
membres JSVr CHF 50.–
abonnement@le-peuplevs.ch

Tarifs de publicité : CHF 200.– (1/8 page)
CHF 400.– (1/4 page)
CHF 800.– (1/2 page)
CHF 1600.– (page complète)

Administration et publicité : Le Peuple.VS
Rue de Conthey 2 - 1950 Sion
079 443 76 41
publicite@le-peuplevs.ch

Maquette: Romaine Zufferey

Parution: 11 numéros par année